

DÉFENSE DU MARXISME

Léon Trotsky

ENCORE ET ENCORE UNE FOIS SUR LA NATURE DE L'U.R.S.S.

Psychanalyse et marxisme

Certains camarades - ou anciens camarades, comme Bruno R. - oubliant les anciennes discussions et décisions de la IVe Internationale, recourent à la psychanalyse pour tenter d'expliquer le jugement que je porte sur le gouvernement soviétique.

"Trotsky, disent-ils, a pris part à la révolution russe ; il lui est donc difficile de renoncer à l'idée d'un État ouvrier, c'est-à-dire de désavouer dans une certaine mesure l'œuvre de toute sa vie" [\[1\]](#), etc. Je pense que le vieux Freud qui était fort perspicace aurait tiré les oreilles à ce genre de psychanalystes. En ce qui me concerne, je ne m'aventurerai, bien entendu, jamais dans une semblable entreprise. Mais je peux néanmoins assurer mes critiques que subjectivisme et sentimentalisme ne sont pas de mon bord, mais du leur.

L'attitude de Moscou qui a dépassé toutes les bornes permises du cynisme et de la lâcheté suscite chez tout prolétaire révolutionnaire la plus violente indignation. Cette indignation engendre à son tour un besoin de réagir. Quand les moyens d'une action directe font défaut, les révolutionnaires impatients sont portés à recourir à des méthodes artificielles. C'est ainsi que naît, par exemple, la tactique de la terreur individuelle. Le plus souvent, les gens recourent à de gros mots, à des jurons et à des malédictions. Dans notre cas particulier, certains camarades ont manifestement tendance à chercher leur satisfaction dans la "terreur" terminologique. Cependant, et même en se plaçant à ce point de vue, il est faux de coller sur la bureaucratie l'étiquette de "classe". Si la canaille bonapartiste constitue une classe, cela signifie qu'elle est non pas un avorton accidentel, mais un enfant viable de l'histoire. Si son maraudage et son parasitisme constituent une "exploitation" au sens scientifique du terme, cela signifie que la bureaucratie a, devant elle, un avenir historique en tant que classe dirigeante indispensable dans le système économique. Voici à quoi mène l'indignation impatiente quand elle se libère de la discipline marxiste.

Quand un mécanicien nerveux examine une auto qui a servi, par exemple, à des gangsters pour échapper à la poursuite de la police sur une route défoncée, et qu'il découvre un châssis déformé, des roues tordues et un moteur partiellement détérioré, il est parfaitement en droit de dire: "ce n'est pas une voiture, c'est une ruine". Une semblable définition n'aura aucun caractère scientifico-technique, mais elle

exprimera l'indignation légitime du mécanicien devant l'œuvre des gangsters. Imaginons pourtant que ce même mécanicien soit appelé à réparer l'objet qu'il a traité de "ruine". Dans ce cas, il partira de la constatation qu'il a devant lui une voiture détériorée. Il déterminera les parties saines et les parties abîmées pour décider de la façon d'entreprendre la réparation. C'est la même attitude qu'un ouvrier conscient adoptera vis-à-vis de l'U.R.S.S. Il est parfaitement en droit de dire que les gangsters de la bureaucratie ont transformé l'État ouvrier en une "ruine". Mais, quand il passe de cette explosion d'indignation à l'étude du problème politique, il est bien obligé de reconnaître qu'il a devant lui un État ouvrier faussé, dont le moteur économique est endommagé, mais qui continue à tourner et pourrait être réparé complètement par le remplacement de quelques pièces. Bien sûr, ce n'est qu'une comparaison. Mais elle mérite qu'on y réfléchisse.

Un État ouvrier contre-révolutionnaire.

Certaines voix s'élèvent: "Si l'on continue à voir dans l'U.R.S.S. un État ouvrier, il faudra établir une nouvelle catégorie: l'État ouvrier contre-révolutionnaire". Cet argument cherche à frapper notre imagination en opposant une norme satisfaisante du programme à une réalité pénible et même répugnante. Mais, n'avons-nous pas effectivement observé, jour après jour depuis 1923, le rôle de plus en plus contre-révolutionnaire joué par l'État soviétique dans l'arène internationale? Avons-nous oublié l'expérience de la révolution chinoise [\[2\]](#), de la grève générale en Angleterre en 1926 [\[3\]](#) et enfin l'expérience toute récente de la révolution espagnole [\[4\]](#)? Nous possédons deux internationales ouvrières totalement contre-révolutionnaires. Les critiques ont visiblement oublié l'existence de cette "catégorie". Les syndicats en France, en Grande-Bretagne, aux États-Unis et dans les autres pays soutiennent à fond la politique contre-révolutionnaire de leur bourgeoisie. Cela ne nous empêche pas d'appeler ces syndicats des syndicats, de soutenir chaque pas progressiste qu'ils peuvent faire et de les défendre contre la bourgeoisie. Pourquoi ne pourrait-on pas appliquer la même méthode à l'égard d'un État ouvrier contre-révolutionnaire? En fin de compte, l'État ouvrier, c'est un syndicat qui s'est emparé du pouvoir. La façon différente que l'on a d'aborder ces deux cas s'explique simplement par le fait que les syndicats ont une longue histoire et nous avons pris l'habitude de les considérer comme des réalités et non pas seulement comme des "catégories" de notre programme. En revanche, le premier État ouvrier, nous ne voulons absolument pas nous résoudre à le considérer comme un fait historique réel qui ne se subordonne pas à notre programme.

Impérialisme ?

Peut-on qualifier d'impérialisme la politique d'expansion actuelle du Kremlin? Avant tout il faudrait s'entendre sur le contenu social que nous conférons à ce terme. L'histoire a connu l'impérialisme de l'État romain fondé sur le travail des esclaves; l'impérialisme de la propriété terrienne féodale; l'impérialisme du capital commercial et industriel; l'impérialisme de la monarchie tsariste, etc. La force motrice de la bureaucratie soviétique réside, sans aucun doute, dans sa volonté d'accroître son pouvoir, son prestige, ses revenus. C'est ce même élément d'impérialisme - pris dans le sens le plus large du terme - qui fut dans le passé la marque spécifique de toutes les monarchies, oligarchies, castes dirigeantes, classes et milieux divers. Pourtant, dans la littérature politique contemporaine, du moins dans la littérature marxiste, par "impérialisme" on entend la *politique d'expansion du capital financier* qui a un contenu économique bien défini. Appliquer à la politique du Kremlin le terme d'impérialisme sans expliquer en fait ce que l'on entend par-là, cela revient tout simplement à identifier la politique de la bureaucratie bonapartiste avec la politique du capitalisme monopoliste, en se fondant sur le fait que l'un et l'autre utilisent la force militaire à des fins d'expansion. Une telle identification, propre seulement à semer la confusion, convient à des démocrates petits-bourgeois plutôt qu'à des marxistes.

Continuation de la politique de l'impérialisme tsariste.

Le Kremlin participe au nouveau partage de la Pologne, le Kremlin s'empare des États baltes; le Kremlin s'intéresse de près aux Balkans, à la Perse, à l'Afghanistan. En d'autres termes, le Kremlin continue la politique de l'impérialisme tsariste. Ne sommes-nous pas en droit, dans ces conditions, de traiter "d'impérialiste" la politique même du Kremlin ? Cet argument historico-géographique n'est pas plus convaincant que tous les autres. La révolution prolétarienne qui s'est déroulée sur le territoire de l'empire tsariste a cherché dès le début à s'emparer -et s'est emparée pour un temps- des pays baltes ; elle a essayé de pénétrer en Roumanie et en Perse et a amené à un certain moment ses armées jusqu'aux murs de Varsovie (en 1920 !). Les lignes de l'expansion révolutionnaire étaient les mêmes que sous le tsarisme, car la Révolution ne change pas les conditions géographiques. C'est justement pourquoi les mencheviks ont, dès cette époque, parlé d'un impérialisme bolchevique, présenté par eux comme le continuateur des traditions de la diplomatie tsariste. La démocratie petite-bourgeoise utilise volontiers cet argument de nos jours, aussi nous n'avons, je le répète, aucune raison de l'imiter dans ce domaine.

Une agence de l'impérialisme ?

Pourtant, et indépendamment du jugement que l'on peut porter sur la politique d'expansion de l'U.R.S.S. elle-même, la question

subsiste de l'aide que Moscou apporte à la politique impérialiste de Berlin. Là, une constatation s'impose : dans certaines conditions, un État ouvrier même parfaitement sain aurait été inévitablement amené, du fait de l'impossibilité pour lui de s'extraire du filet des relations impérialistes internationales, à apporter -dans une certaine mesure et d'une certaine façon- son soutien à tel ou tel impérialisme. Il est incontestable que le traité de Brest-Litovsk renforçait provisoirement l'impérialisme allemand en face de la France et de l'Angleterre. Un État ouvrier isolé ne peut que louvoyer entre les camps impérialistes en lutte. "Louvoyer" signifie soutenir provisoirement l'un d'entre eux contre l'autre. La question de savoir lequel des deux camps il est plus intéressant ou moins dangereux de soutenir à un moment donné ne relève pas d'une question de principe, mais d'une question de calcul pratique et de prévoyance. Le désavantage évident qui découle de ce soutien forcé d'un État bourgeois contre un autre est largement compensé par le fait que l'État ouvrier isolé acquiert de cette façon la possibilité de survivre.

Mais, il y a "louvoyer" et "louvoyer". A Brest-Litovsk, l'État soviétique a sacrifié l'indépendance nationale de l'Ukraine dans le but de sauver l'État ouvrier [5]. Il ne pouvait alors être question de parler de trahison à l'égard de l'Ukraine, car tous les travailleurs conscients comprenaient le caractère forcé de ce sacrifice. La question de la Pologne se présente d'une toute autre façon. Le Kremlin lui-même n'a jamais et nulle part affirmé qu'il avait été contraint de sacrifier la Pologne. Au contraire, il s'est vanté cyniquement de sa "combinaison", qui constitue vraiment une injure aux sentiments démocratiques les plus élémentaires des classes et peuples opprimés de la terre entière et qui, par là-même, affaiblit considérablement la situation internationale de l'Union soviétique. Ce que ne peuvent compenser, même au dixième, les transformations effectuées dans les régions occupées.

D'une façon générale, on peut dire que la politique extérieure du Kremlin est fondée sur l'embellissement frauduleux de l'impérialisme "ami" ; et elle sacrifie ainsi les intérêts essentiels du mouvement ouvrier international au profit d'avantages secondaires et instables. Après avoir, pendant cinq ans, abruti les travailleurs avec le mot d'ordre de "défense des démocraties", voici que Moscou se donne comme tâche d'enjoliver la politique de gangster de Hitler. Cela ne transforme pas encore l'U.R.S.S. en un État impérialiste. Mais Staline et son Internationale communiste sont maintenant sans aucun doute les précieux agents de l'impérialisme.

Si nous voulons donner une définition exacte de la politique extérieure du Kremlin, nous dirons que c'est la politique de la bureaucratie bonapartiste d'un État ouvrier dégénéré encerclé par

l'impérialisme. Cette définition n'a pas la brièveté sonore de l'expression "politique impérialiste", mais elle est beaucoup plus juste.

Un moindre mal.

L'occupation de la Pologne orientale par l'Armée rouge est évidemment "un moindre mal", si on la compare avec l'occupation de ce même territoire par les troupes nazies. Mais ce "moindre mal" a été obtenu en facilitant à Hitler la possibilité de faire un "plus grand mal". Si quelqu'un avait mis le feu à une maison -ou aidé quelqu'un à y mettre le feu- et qu'ensuite, sur les dix personnes qui habitaient dans la maison, il en avait sauvé cinq pour en faire des demi-esclaves, ce serait évidemment un "moindre mal" que si les dix personnes avaient brûlé. Mais il est quand même peu probable que cet incendiaire aurait mérité de recevoir une médaille de sauveteur. Si pourtant cette médaille lui avait été donnée, il eût fallu le fusiller tout de suite après la cérémonie, comme le fait Victor Hugo dans un de ses romans.

Les "missionnaires armés".

Robespierre disait que les peuples n'aiment pas les missionnaires armés de baïonnettes. Il voulait dire par là qu'on ne peut pas imposer par la force armée des idées et des institutions révolutionnaires à d'autres peuples. Cette pensée juste ne signifie évidemment pas qu'une intervention militaire dans d'autres pays, pour soutenir la révolution, soit inadmissible. Mais une telle intervention, comme partie constituante d'une politique révolutionnaire internationale, doit pouvoir être comprise par le prolétariat international; elle doit répondre aux vœux des masses laborieuses du pays sur le territoire duquel pénètrent les troupes révolutionnaires. Il va de soi que la théorie du socialisme dans un seul pays est complètement impuissante à susciter l'élan de solidarité internationale active qui seul peut préparer et justifier une intervention armée. Cette question de l'intervention armée -comme d'ailleurs tous les autres problèmes de sa politique- le Kremlin la pose et la résoud sans tenir le moindre compte des pensées et des sentiments de la classe ouvrière internationale. C'est pourquoi les derniers "succès" diplomatiques du Kremlin compromettent terriblement l'U.R.S.S. et sèment un trouble extrême dans les rangs du prolétariat international.

L'insurrection sur deux fronts.

Mais puisqu'on en est là, disent certains camarades, est-il vraiment opportun de parler de la défense de l'U.R.S.S. et des régions occupées? N'est-il pas plus judicieux d'appeler les ouvriers et paysans de l'ancienne Pologne à se révolter à la fois contre Hitler et contre Staline? Bien sûr la tentation est grande. Si la révolution éclatait en même temps en Allemagne et en U.R.S.S., jusques y compris les régions

nouvellement occupées, cela résoudrait d'un seul coup la plupart des problèmes. Mais notre politique ne peut se fonder sur l'éventualité d'un concours de circonstances particulièrement heureux. La question qui se pose est la suivante: quelle attitude adopter si, avant d'avoir été balayé par la révolution, Hitler envahit l'Ukraine, avant que la révolution ait pu faire disparaître Staline? les partisans de la IVe Internationale devront-ils, dans ce cas, lutter contre les troupes de Hitler comme ils ont lutté en Espagne dans les rangs des troupes républicaines contre Franco? Nous soutenons, bien sûr, entièrement l'idée d'une Ukraine soviétique indépendante (indépendante d'Hitler et de Staline). Mais quelle attitude adopter si Hitler cherche à s'emparer de l'Ukraine avant même qu'elle ait pu accéder à cette indépendance et alors qu'elle se trouve aux mains de la bureaucratie stalinienne ? La IVe Internationale répond: nous défendrons contre Hitler cette Ukraine asservie par Staline.

La "défense inconditionnelle de l'U.R.S.S."

Que signifie l'expression: "défense inconditionnelle de l'U.R.S.S." ? Cela signifie que nous ne posons aucune condition à la bureaucratie. Cela signifie que, indépendamment des motifs et causes de la guerre, nous défendons les fondements sociaux de l'U.R.S.S. si et quand ils sont menacés par l'impérialisme.

Certains camarades nous disent: et si demain l'Armée rouge envahit l'Inde et réprime le mouvement révolutionnaire est-il possible que là aussi nous ayons à la soutenir? Cette façon de poser le problème est proprement aberrante. D'abord, on ne voit absolument pas ce que l'Inde vient faire ici? N'est-il pas plus simple de dire: devons-nous, oui ou non, soutenir l'Armée rouge quand elle intervient en U.R.S.S. même pour briser les grèves ouvrières ou les protestations paysannes contre la bureaucratie? La politique extérieure est un prolongement de la politique intérieure. Nous n'avons jamais promis de soutenir toutes les actions de l'Armée rouge qui n'est en fait qu'un instrument aux mains de la bureaucratie bonapartiste. Nous avons seulement promis de défendre l'U.R.S.S., en tant qu'État ouvrier et uniquement ce qu'en elle relève de l'État ouvrier.

Un casuiste habile pourrait dire: si les masses populaires insurgées en Inde battent l'Armée rouge, indépendamment du caractère du "travail" qu'elle accomplit, cela affaiblira l'U.R.S.S. A cela nous répondons: l'anéantissement du mouvement révolutionnaire en Inde avec la participation de l'Armée rouge représenterait un danger infiniment plus grand pour les fondements sociaux de l'U.R.S.S. qu'une défaite épisodique des détachements contre-révolutionnaires de l'Armée rouge en Inde. Dans tous les cas, la IVe Internationale saura discerner où et quand l'Armée rouge intervient seulement en tant

qu'instrument de la réaction bonapartiste et où elle défend les fondements sociaux de l'U.R.S.S.

Un syndicat, dirigé par des gredins réactionnaires, lance un ordre de grève pour protester contre l'admission des noirs dans une branche donnée d'industrie. Soutiendrons-nous une grève aussi indigne? Bien sûr que non. Mais, supposons maintenant que les patrons de l'entreprise cherchent, en profitant de cette grève, à démembrer le syndicat afin de rendre impossible toute défense organisée des ouvriers. Il est clair que, dans ce cas, nous défendrons le syndicat en question, malgré sa direction réactionnaire. Pourquoi cette même politique ne peut-elle être appliquée à l'U.R.S.S. ?

Directives fondamentales.

La IVe Internationale a fixé le principe fondamental suivant: dans tous les pays impérialistes, qu'ils soient alliés à l'U.R.S.S. ou qu'ils appartiennent au camp adverse, les partis prolétariens doivent, en temps de guerre, développer la lutte de classe aux fins de s'emparer du pouvoir. En même temps, le prolétariat des pays capitalistes doit garder présents à l'esprit les intérêts de la défense de l'U.R.S.S. (ou des révolutions coloniales) , et en cas de nécessité absolue, recourir aux actions les plus énergiques, par exemple: grèves, actes de sabotage, etc. L'équilibre des forces a radicalement changé dans le monde depuis que la IVe Internationale a formulé cette directive, mais celle-ci garde toute son actualité. Si demain l'Angleterre ou la France menaçaient Leningrad ou Moscou, les ouvriers britanniques et français devraient prendre les mesures les plus radicales pour empêcher l'envoi des soldats et des munitions. Au contraire, si Hitler se trouvait, par la force des choses, contraint à envoyer des munitions à Staline, les ouvriers allemands n'auraient, dans ce cas particulier, aucune raison de recourir à la grève ou au sabotage. Personne, j'espère, ne proposera d'autre solution.

"Révision du marxisme" ?

Certains camarades ont visiblement été surpris de me voir parler dans mon article du système de "collectivisme bureaucratique" comme d'une possibilité théorique. Ils y ont vu une révision complète du marxisme. Il y a manifestement, là, un malentendu. La conception marxiste de la nécessité historique n'a rien de commun avec le fatalisme. Le socialisme ne se fera pas "tout seul", mais par la lutte de toutes les forces vives, des classes et de leurs partis. Le prolétariat possède dans cette lutte un avantage essentiel, du fait qu'il représente un progrès historique, alors que la bourgeoisie incarne la réaction et la décadence. C'est en cela que réside la source de la certitude de notre victoire. Mais nous avons parfaitement le droit de nous demander: quel

caractère présenterait la société si les forces de la réaction l'emportaient.

Les marxistes ont maintes et maintes fois formulé l'alternative suivante: ou le socialisme ou le retour à la barbarie. Après "l'expérience" italienne nous avons mille fois répété: ou le communisme ou le fascisme. Le passage effectif au socialisme devait fatalement montrer que le problème était infiniment plus complexe, plus délicat et plus contradictoire que ne l'avait prévu le schéma historique général. Marx a parlé de la dictature du prolétariat et de son dépérissement ultérieur, mais il n'a rien dit de la dégénérescence bureaucratique de la dictature. Nous sommes les premiers à observer et à analyser par l'expérience une telle dégénérescence. Est-ce là une révision du marxisme ?

Le cours des événements a déjà pu démontrer qu'un retard dans l'accomplissement de la révolution socialiste engendre des phénomènes manifestes de barbarie: chômage chronique, paupérisation de la petite-bourgeoisie, fascisme et enfin guerres d'extermination qui ne règlent rien. Quelles formes sociales et politiques pourrait prendre cette nouvelle barbarie, en admettant théoriquement que l'homme ne parvienne pas au socialisme? Nous disposons à ce sujet de données beaucoup plus concrètes que Marx. Le fascisme d'une part, la mutation de l'État soviétique d'autre part donnent une idée des formes sociales et politiques que revêtirait cette nouvelle barbarie. L'alternative -socialisme ou esclavage totalitaire- n'a pas seulement un intérêt théorique, mais aussi une énorme signification agitative, car elle illustre de façon particulièrement probante la nécessité de la révolution socialiste.

La révision de Marx, s'il faut en parler, est en fait l'œuvre de ces camarades qui veulent établir un nouveau type d'État qui ne serait "ni bourgeois", "ni ouvrier". Comme l'alternative que j'ai exposée plus haut pousse leur raisonnement jusqu'au bout, il se trouve que certains de ces critiques, épouvantés des conclusions qui découlent de leurs propres théories, m'accusent de procéder à... une révision du marxisme. Je veux croire qu'il ne s'agit que d'une plaisanterie amicale.

Le droit à l'optimisme révolutionnaire.

Dans mon article "L'U.R.S.S. en guerre", j'ai essayé de montrer que la perspective d'un État exploiteur "non-ouvrier" et "non-bourgeois" ou de "collectivisme bureaucratique" est pour le prolétariat international une perspective de défaite et de déclin complet, une perspective d'un profond pessimisme historique. Disposons-nous de bases concrètes pour justifier une telle supposition? Il n'est pas inutile, à cet égard, de nous référer à nos ennemis de classe.

Le supplément hebdomadaire du journal parisien *Paris-Soir* du 31 août 1939 rapporte la conversation fort édifiante de l'ambassadeur français Coulondre et de Hitler en date du 25 août, au moment de leur dernière entrevue (information vraisemblablement transmise par Coulondre lui-même); Hitler bave et se vante du pacte qu'il vient de conclure avec Staline (un "pacte réaliste") et regrette qu'il faille faire couler du sang français et allemand. "Mais, rétorque Coulondre, Staline fait preuve d'une grande hypocrisie. Le grand vainqueur, en cas de guerre, sera Trotsky. Y avez-vous songé?"

"Je sais, répond le Führer, mais pourquoi la France et l'Angleterre ont-elles donné à la Pologne une complète liberté d'action, etc." Le fantôme de la révolution se pare pour ces messieurs d'un nom. Mais ce n'est pas là bien entendu que réside l'essentiel de ce dialogue dramatique au moment même de la rupture des relations diplomatiques. "Vous savez bien que la guerre mènera inévitablement à la révolution", insinue ce représentant d'une démocratie impérialiste pour effrayer son ennemi, alors qu'il est lui-même épouvanté jusqu'à la moëlle des os. "Je sais, répond Hitler, comme s'il parlait d'une question depuis longtemps résolue, je sais." Dialogue étonnant!

Hitler et Coulondre représentent tous les deux la barbarie qui menace l'Europe. En même temps ils ne doutent pas un instant que la révolution socialiste l'emportera sur leur barbarie. Telle est actuellement la mentalité des classes dirigeantes de l'univers capitaliste. Leur complète démoralisation est un des principaux éléments dans le rapport des forces de classe. Le prolétariat a une direction révolutionnaire jeune et encore faible. Mais la direction de la bourgeoisie pourrit sur pied. En commençant une guerre qu'ils n'ont pas su éviter, ces messieurs sont d'avance persuadés de l'effondrement inéluctable de leur régime. Ce seul fait doit être pour nous une source intarissable d'optimisme révolutionnaire.

Coyoacan, le 18 octobre 1939.

Notes

[1] Trotsky paraphrase ici un raisonnement tenu sous diverses formes par les tenants du "collectivisme bureaucratique" ou du "capitalisme d'État". La forme la plus critique de ce raisonnement se trouve sous la plume de Ciliga : "Trotsky et ses partisans sont trop intimement liés au régime bureaucratique en U.R.S.S. pour pouvoir mener la lutte contre ce régime jusqu'à ses conséquences extrêmes." (*op. cit.*, p. 195.)

[2] Sur ce sujet, Cf. P. Broué, *La question chinoise dans l'Internationale communiste*, Paris, E.D.I., 1965. Nouvelle édition augmentée. 1976.

[3] Cf., "Lettre à Cannon" du 27 février 1940, *infra*, p. note 4.

[4] Sur ce sujet, Cf. P. Broué, E. Temine, *La Révolution et la guerre d'Espagne*, Paris, Ed. Minuit, 1961.

[5] Parmi les conditions imposées par les Allemands dans le traité de Brest-Litovsk figurait le retrait total des forces soviétiques de l'Ukraine, ce qui signifiait automatiquement l'occupation de l'Ukraine par les troupes allemandes. L'"abandon" de l'Ukraine était certainement l'expression la plus tragique et la plus grave du principe par lequel Radek définissait la politique de Lénine : perdre de l'espace pour gagner du temps.